

***l'Anti*capitaliste**

n°225 | 16 janvier 2014 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

Combattre tous les racismes



et la politique du gouvernement



Dossier

**La lutte pour l'emploi et
contre les licenciements
en question(s)**

Pages 6 et 7



ÉDITO

Hollande: à droite toute!
Page 2

PREMIER PLAN

**Emploi et licenciements:
de la colère à l'action**
Page 2

ACTU INTERNATIONALE

**Bangladesh: au bord du
point de rupture?** Page 4

LIBRE EXPRESSION

**Comprendre le système
inégalitaire de normes
de genre** Page 12



Par SANDRA DEMARCQ

Hollande : à droite toute !

La troisième conférence de presse de Hollande aura été une fois encore l'occasion d'annoncer de nouveaux cadeaux pour le patronat. Ces derniers, il faut l'avouer, n'ont jamais été autant gâtés par un gouvernement et encore moins par un gouvernement prétendument de gauche... Sous prétexte de défendre l'emploi, le déjà fameux « pacte de responsabilité » consiste à « la poursuite de l'allègement du coût du travail » et la « suppression des cotisations familiales pour les entreprises d'ici 2017 ». Soit un petit cadeau supplémentaire de 30 milliards d'euros par an et surtout une attaque majeure contre la protection sociale que, répondant aux desiderata du Medef, ce gouvernement s'appête à transférer sur les salariéEs. Et ce n'est pas tout : alors que la dernière loi de finances avait déjà abaissé le taux de l'impôt sur les sociétés, Hollande promet pour 2015 « la modernisation de l'impôt sur les sociétés et la suppression de nombreuses taxes pour les entreprises »... Noël est passé mais les patrons reçoivent toujours des cadeaux fiscaux. Hollande veut nous faire gober qu'il y a des « contreparties du patronat », en particulier sur l'emploi et les salaires. Mais pour qui nous prennent-ils ? Cela fait plus de 30 ans que la même politique – cadeaux fiscaux, baisse du coût du travail et même « assouplissement » du code du travail – est menée, alors que le chômage ne cesse d'augmenter. Au nom de la réduction des déficits, Hollande annonce également « des réformes structurelles » qui redéfiniront les « missions de l'État » et de nouvelles réductions des dépenses publiques... Comprenez toujours moins de services publics et de fonctionnaires. La santé et les collectivités territoriales sont en particulier dans la ligne de mire. Hollande vient donc de déclarer la guerre à la majorité de la population, aux 5,5 millions de chômeurs, aux 10 millions de personnes vivant en-dessous du seuil de pauvreté et à toutes celles et ceux qui voient leur pouvoir d'achat dégringoler. Il confirme que sa politique n'a plus rien de sociale, qu'elle est purement et simplement libérale. La gauche de droite... Plus que jamais, nous avons besoin d'une opposition à la gauche de ce gouvernement, pour préparer des mobilisations capables de mettre en échec cette nouvelle offensive contre le monde du travail. Il y a urgence !

BIEN DIT

Est-ce qu'on a entendu un membre du gouvernement condamner la torture qui avait été approuvée par les gouvernements de l'époque ?

JOSETTE AUDIN, VEUVE DE MAURICE AUDIN, MILITANT DU PARTI COMMUNISTE ALGÉRIEN, torturé et assassiné par l'armée française en 1957 sous le gouvernement du socialiste Guy Mollet, dans *l'Humanité* du 9 janvier.

À la Une

Luttons contre tous les racismes !

Depuis deux semaines, le feuilleton Valls Dieudonné occupe le devant de la scène jusqu'à l'overdose, alimentant une confusion idéologique et politique. Une diversion savamment orchestrée.

Rappel des faits : la circulaire Valls du 6 janvier demandant aux préfets d'interdire les spectacles de Dieudonné est suivie le 7 par un arrêté du préfet de Loire-Atlantique interdisant le spectacle prévu à Nantes. Puis le 8 à 14 h 30, annulation de l'arrêté préfectoral par le tribunal administratif de Nantes. À 17 h, Valls saisit en référé le Conseil d'État, et à 18 h le magistrat maintient l'interdiction du spectacle, cassant la décision du tribunal administratif de Nantes et donnant raison au gouvernement...

Dieudonné, le bouffon antisémite, ne fait pas rire

Dieudonné est antisémite, ses liens avec l'extrême droite, du Front national à Soral, sont bien connus, et ses spectacles puent le racisme et l'homophobie. Et ce n'est pas nouveau. S'il fut par le passé un humoriste et un militant antiraciste, il n'a pas hésité en 2008 à décerner le « prix de l'insolence » au négationniste Robert Faurisson, dans une mise en scène antisémite à vomir. Plus aucun doute n'était permis. Nous ne serons jamais de ceux qui relativisent, excusent ou banalisent les propos racistes. Les paroles préparent et permettent les actes, les agressions, les crimes. Pour nous, sans aucune ambiguïté, le racisme, l'antisémitisme, l'islamophobie, comme le sexisme ou l'homophobie, ne sont pas des opinions, mais des délits qui doivent être condamnés. Et il y a largement matière à condamnation dans les spectacles et déclarations de Dieudonné.

L'interdiction par Valls est dangereuse et inefficace

Le ministre de l'Intérieur est totalement disqualifié pour prétendre

mener le combat antiraciste. Outre ses déclarations contre les Roms, il poursuit une politique d'expulsion des sans-papiers, de discriminations à l'égard des étrangerEs, des musulmanEs, de destruction des campements de Roms...

Dans l'affaire Dieudonné, le Conseil d'État a donné raison à Valls en une petite heure. Avec la même rapidité, il avait confirmé lors du mouvement sur les retraites en 2010 la réquisition des grévistes du dépôt de carburant pour l'aéroport

la sympathie de celles et ceux qui n'en peuvent plus de l'injustice, de l'exclusion, du mépris. Il jette dans les bras d'un multi-millionnaire antisémite, fraudeur d'extrême droite, des exploités et des opprimés que tout le brouillage idéologique actuel amène à se tromper de colère.

La mobilisation comme seul rempart

Valls et le gouvernement cherchent à faire diversion, à faire oublier les attaques antisociales, en saturant l'actualité avec ce vrai faux duel. À l'inverse, ils instrumentalisent l'antiracisme, contribuant ainsi à pourrir un climat politique et à renforcer l'extrême droite, en même temps qu'ils refusent toute mesure réelle contre les discriminations. Le droit de vote des immigrés, le rapport « sur l'intégration » remis le 13 novembre à Ayrault qui préconise des mesures concrètes pour l'égalité d'accès aux prestations (APSA ou RSA), l'abrogation des lois discriminatoires, la reconnaissance des identités multiples et des cultures plurielles à l'école comme dans les lieux culturels... sont purement et simplement enterrés.

Le combat contre le racisme et contre l'extrême droite doit être mené malgré et contre le gouvernement par le mouvement social, le mouvement syndical, la gauche non gouvernementale, dans les lieux de vie, de travail, d'étude. Ce combat ne sera efficace que s'il s'inscrit dans un projet émancipateur combinant partage des richesses, partage du travail, égalité des droits et démocratie réelle, dans le cadre d'une mobilisation capable de reconquérir le terrain de la contestation, de la subversion et d'en chasser les faux rebelles démagogues.

Christine Poupin



Valls mène aussi une politique sécuritaire. L'interdiction d'un spectacle est une interdiction à priori. Comme il le revendique lui-même dans sa circulaire, c'est une justice d'exception, et l'exception ne fait jamais bon ménage avec la justice. Ces derniers temps, les décisions de justice à caractère politique se multiplient. Ainsi, le parquet général de Lyon fait appel contre la relaxe des cinq militants CGT de Roanne poursuivis pour avoir refusé un prélèvement d'ADN.

Charles-de-Gaulle ! Celles et ceux qui attendent des années pour qu'un tribunal oblige enfin leur patrons à payer leur salaires ont de quoi enrager. Justice aux ordres, justice nulle part ! Si Valls voulait faire de la publicité à Dieudonné, il ne s'y prendrait pas autrement. Pire, en donnant l'image du pouvoir politique voulant le faire taire, il conforte l'image usurpée de « rebelle » victime du système que cherche à se construire Dieudonné, lui attirant

EMPLOI ET LICENCIEMENTS



De la colère à l'action

Vendredi 17 janvier, un rassemblement de soutien aux Goodyear se tiendra sur le site de l'usine d'Amiens Nord. Un pas dans le bon sens, celui de la convergence des mobilisations contre les plans patronaux de casse de l'emploi avec le soutien du gouvernement.

Les choix de Hollande et du gouvernement sont clairs et s'inscrivent dans la suite politique des « sociaux démocrates » allemands, grecs ou espagnols ou des travaillistes anglais : la logique d'une gestion sans états d'âme du capitalisme, dans cette phase où l'aus-térité est sa seule ligne de

conduite et les attaques contre les travailleurEs sa seule ambition.

Dans social-libéral, il y avait social...

Même si l'on ne peut parler de tournant dans la politique de Hollande, il faut reconnaître qu'il y a une nouveauté dans le discours : la reprise sans hésitation

ni honte des poncifs de la droite libérale. Si, en matière de « sécurité », la politique mise en œuvre par Valls se plaçait déjà sur ce terrain, en matière économique c'est l'affirmation que les profits d'aujourd'hui sont les emplois de demain, et dans le domaine du social, l'affirmation que les difficultés de la protection sociale

Un monde à changer

OLYMPISME. Les Jeux d'hiver qui débutent à Sochi en Russie le 7 février vont donner lieu à des rappels des «valeurs olympiques». C'est à elles que se réfère le site russe ProRussia.tv dans un texte publié le 25 décembre et finement titré «*Boycott des JO de Sochi par les invertis et les dirigeants sensibles à leur propagande : tant mieux, qu'ils restent entre eux et ne gâchent pas la fête.*» Prorussia.tv n'est pas une officine marginale mais un site russe francophone qui a un partenariat avec la chaîne d'État. Jeux de l'homophobie (pour celles et ceux qui l'ignorent, «inverti» est synonyme d'homosexuel), les jeux de Sochi seront aussi assurément les jeux du fric... «*Le coût est énorme. Il se pourrait que Sochi s'avère plus cher que Pékin 2008 qui a été les plus importants Jeux d'été*», a déclaré le président de la Fédération internationale de ski, Gian-Franco

Kasper. Le prix de ceux de Sochi s'établirait déjà à 50 milliards de dollars selon les chiffres officiels. «*Le coût de Sochi est un mauvais exemple pour les candidatures à venir. La plupart des nations ne pourraient pas se le permettre*», a poursuivi Kasper. Pour construire la vitrine de la Russie poutinienne, on n'a pas en effet lésiné sur les moyens financiers... Pas plus que sur les moyens policiers : pour lutter contre les risques (réels) d'attentats, un dispositif énorme sera déployé. Sans qu'à aucun moment le pouvoir russe ne s'interroge un seul moment sur ses responsabilités dans la situation actuelle dans le Caucase du Nord : à nier les aspirations nationales tchéchènes, au départ incarnées par des modérés comme Doudaïev et Maskhadov, Eltsine puis surtout Poutine ont favorisé la propagation dans toute la région de l'islamisme radical.

ISRAËL Les clandestins, aussi victimes de l'arbitraire sioniste

Le 5 janvier dernier, ce sont plus de 30 000 migrants clandestins (sur une population d'environ 60 000) qui se sont massés à Tel-Aviv pour protester contre l'adoption d'une loi qui autorise le placement en rétention pendant un an et sans procès de tous les clandestins.



Manifestation à Tel-Aviv mardi 7 janvier. DR

Lancée mi-décembre et rassemblant quelques centaines de participantEs, la mobilisation n'a cessé de grandir pour atteindre ce pic début janvier. Elle n'est que la suite logique d'un climat particulièrement invivable pour les immigréEs dans un État qui a fait du racisme et de la ségrégation un axe

central de toute sa politique depuis plus de 50 ans. Ainsi le député et ex-ministre de l'Intérieur Elie Yishai, du parti religieux ultra-orthodoxe Shass, a affirmé que «*cette manifestation était un signal d'alarme pour agir contre les clandestins*», ajoutant que Tel-Aviv était devenue selon lui une «*ville africaine*».

Les clandestins, principalement d'Érythrée, d'Éthiopie et du Soudan, travaillent le plus souvent dans la restauration et le bâtiment. Comme dans tous pays riches, ils servent de réservoir exploitable pour le patronat local, trop content de pouvoir employer à bas coût une main-d'œuvre qui ne possède aucun droit. On ne peut guère être étonné que le gouvernement israélien suive cette voie : depuis plus de 60 ans, il ségrègue, exploite, tue les Palestiniens. Quelle différence y aurait-il entre des Palestiniens et des Africains ? Pourquoi un gouvernement qui vient d'annoncer la construction de 1800 nouveaux logements dans des colonies, accueillerait à bras ouverts des migrantEs non-juifs et de couleurs ? Pourquoi un pays qui viole en permanence le droit international se mettrait-il subitement à respecter les droits de l'homme ?

Solidarité avec les migrantEs du monde entier

Il y a nécessité à soutenir les clandestins en Israël et à faire le lien

avec la situation des Palestiniens, eux aussi victimes de l'arbitraire et de la violence sioniste. Il est tout aussi utile de rappeler que si Israël a adopté une législation terrible vis-à-vis des migrantEs, les pays de l'Europe forteresse ne sont guère bien placés pour donner la moindre leçon. Les morts des plages de Lampedusa, ceux des barbelés de Ceuta et Melilla ne sont plus là pour en témoigner. Plus que jamais, il faut donc renforcer l'écho de la campagne Boycott désinvestissement sanctions (BDS) pour mettre Israël devant ses responsabilités. Cette campagne internationale grossit de jour en jour et inquiète de plus en plus les autorités.

Il faut soutenir la lutte des migrantEs en combattant la loi israélienne. Le NPA sera partie prenante de toutes les initiatives en ce sens, comme nous continuerons à nous battre pour les droits de tous les migrantEs, ici, comme en Israël et partout dans le monde : liberté de circulation, liberté d'installation pour toutes et tous !

Antoine Chauvel

Le chiffre 500

C'est le nombre de personnalités figurant sur la première liste de soutien à la candidate PS Anne Hidalgo à la mairie de Paris. Dans cette liste hétéroclite, on y trouve Enrico Macias qui le 6 mai 2007 avait fêté en chanson l'élection de Sarkozy place de la Concorde, tandis que l'unité syndicale des retraités est réalisée, avec Marc Blondel et Bernard Thibault...



Agenda

Samedi 18 janvier, fête du NPA, Louviers.

Salle du Moulin :
– 15h : «*filles ou garçons, avons-nous les mêmes chances, le même avenir social ?*»
– 17h : «*sortir du nucléaire en 10 ans*»
– 19h : présentation de la liste NPA-PCF aux municipales
– Dîner-partage

Mercredi 22 janvier, réunion publique du NPA, Pantin.

Avec Olivier Besancenot, à 19h30, salle André Breton, 25 rue du Pré-Saint-Gervais.

Jeudi 23 janvier, meeting unitaire, Saint-Malo.

En soutien à la liste «*Osons, franchement à gauche*», avec Philippe Poutou et Jean-Luc Mélenchon, à 20h salle du palais du Grand-Large.

Vendredi 24-dimanche 26 janvier, rencontre écosocialiste européenne, Genève.

Plus d'informations et inscription : alterecosoc.org

NO COMMENT

Dieudonné est l'enfant qu'aurait fait ensemble Harlem Désir et Christiane Taubira

ÉRIC ZEMMOUR, dans une chronique vidéo pour le Figaro, jeudi 9 janvier.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0414 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Gérant et directeur de publication :
Ross Harrold

Secrétaire de rédaction :
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr



sont le résultat des «*excès*» et des «*abus*». Des groupes pharmaceutiques ?

Il ne manque plus que l'accusation envers les chômeurs d'être des profiteurs et des fainéants pour refermer la page de l'argumentation libérale. En attendant, la politique du gouvernement est en total accord avec celle du Medef qui ne se prive d'ailleurs pas de manifester son contentement.

C'est ainsi qu'après les cadeaux aux patrons du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) en progression constante, c'est maintenant le pacte de responsabilité qui va être l'occasion de nouvelles largesses aux licenciés. Parce que, côté protection de l'emploi pour les salariéEs, on ne voit rien venir.

Au contraire. De moins en moins de contraintes, avec la réduction des possibilités des institutions représentatives du personnel, des droits individuels des salariéEs. La seule (mauvaise) nouvelle, c'est le report au 1^{er} juillet de l'obligation d'un minimum de 24 heures pour les temps partiels. Qui ne peut pas le plus ne veut même pas le moins...

Arrêter le massacre social
Pour autant, plus que jamais, l'urgence sociale et politique est là. Dans ces dernières semaines, La Redoute : 1200 suppressions de postes, Mory Ducros : au moins 3000, Stora Enso : fermeture et 350 emplois supprimés, LFoundry : 600 emplois menacés, Chapitre : plusieurs centaines d'emplois en suspens, EADS :

plan de 5000 suppressions de postes, dont 1700 en France. Et toujours Alcatel Lucent, Fagor Brandt qui ne sont que deux exemples des 1000 plans «*sociaux*» comptabilisés en 2013, soit une progression de 14% par rapport à 2012.

Pas étonnant que le chômage ne diminue pas, surtout si l'on se souvient que les plans «*sociaux*» ne sont qu'une faible partie des suppressions d'emplois et de postes de travail, beaucoup plus largement alimentés par les licenciements «*invisibles*» des CDD, intérimaires, prestataires et dans le cadre des ruptures individuelles. Et, au moment où les Goodyear se réinventent dans les mobilisations, Montebourg crève une nouvelle le mur du çon : «*Je lance un appel aux parties*

belligérantes, Goodyear, CGT maintenant ça suffit, faites un effort et allez l'un vers l'autre. La République, c'est la compréhension mutuelle, ce ne sont ni les insultes ni la violence, que nous ferons cesser immédiatement si cela se reproduit.» Une seule menace : contre celles et ceux qui sont sur le point d'être licenciés !

Construire la mobilisation

Dans cette situation, il est plus que dommageable que l'intersyndicale à petite voilure (CGT, CFDT, FSU, UNSA) n'ait pas eu un mot contre les projets de Hollande et que, même ainsi, elle n'ait aucune proposition commune et encore moins d'initiatives de mobilisation. Exercice difficile, il faut en convenir, quand les uns (CFDT,

UNSA) ne demandent que des contreparties, pendant que les autres (CGT, FSU) s'opposent... dans le dialogue avec le gouvernement et le Medef.

Plus que jamais, les équipes militantes engagées dans la lutte contre les plans de licenciements ne doivent compter que sur leurs propres forces pour faire reculer le patronat. C'est d'elles que doivent venir les initiatives qui permettront d'additionner les colères, de coordonner les actions. L'interdiction des licenciements, la réduction du temps de travail, ne sont pas dans les projets du gouvernement ni dans les préoccupations des directions syndicales. À nous de les mettre à l'ordre du jour.

Robert Pelletier

CAMPAGNE BDS

Leur inquiétude nous dynamise!

Après avoir traité avec mépris le mouvement international Boycott désinvestissement sanctions (BDS), en ce début d'année, le gouvernement israélien se voit contraint de reconnaître la progression spectaculaire et les succès enregistrés par celui-ci.

Ainsi, le 10 janvier, Yaïr Lapid, ministre des Finances, déclare que « le monde semble avoir perdu patience avec nous... Si nous ne faisons pas de progrès avec les Palestiniens, nous allons perdre notre légitimité... Le statu quo va atteindre chacun au porte-monnaie en Israël ». Tzipi Livni, ministre de la Justice, admet le lendemain que « BDS est un mouvement avançant uniformément, et exponentiellement »...

Sur tous les fronts, la campagne BDS ne cesse de marquer des points : sur le plan financier, le PPGM, un des plus grands fonds de pension néerlandais, vient d'annuler ses investissements en Israël. Ces derniers mois, plusieurs artistes internationaux ont annulé leurs concerts, sous l'impulsion notamment de Roger Waters, ex-membre des célèbres Pink Floyd. Symboliquement, le mouvement universitaire qui ne cesse de prendre de l'ampleur aux USA affecte le moral du gouvernement sioniste : l'ASA (American studies association) vient très majoritairement de prendre la décision de rejoindre le boycott.



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

Solidarité avec les inculpés

En France, alors que les actions BDS se multiplient, le mouvement ne cesse d'être confronté à des poursuites judiciaires tentant de le paralyser. Le 20 décembre dernier, le tribunal de Pontoise prononçait la relaxe de 7 militantEs BDS. Mais jeudi 23 janvier, la cour d'appel de Montpellier doit rejurer 3 camarades relaxés en première instance de l'inculpation de « provocation à la haine ou à la violence » pour une action d'information des consommateurs dans un magasin Carrefour, cela suite à une plainte déposée par une officine d'extrême droite pro-israélienne. Au moment des faits incriminés, la garde des Sceaux de l'époque, Alliot-Marie, avait, par voie de circulaire, demandé aux préfets de poursuivre systématiquement tous les participantEs à des actions de la campagne BDS. En n'abrogeant pas cette circulaire scélérate, Christiane Taubira donne une nouvelle fois la preuve de son alignement sur la politique en faveur d'Israël du Parti socialiste et du gouvernement. Le NPA est engagé pleinement dans la campagne BDS, et soutiendra sans relâche les camarades poursuivis dans le cadre de ces actions. Ce n'est qu'un début... Continuons BDS!

Alain Pojolat

BANGLADESH

Au bord du point de rupture?

L'un des trois géants démographiques de l'Asie du Sud – avec l'Inde et le Pakistan –, le Bangladesh traverse une crise profonde dont on ne voit pas l'issue.

Des élections législatives viennent de se tenir au Bangladesh. Elles ne mettront pas un terme à une crise multiforme qui s'avère chaque année plus aiguë.

Crise politique

Au pouvoir depuis 2008, la Ligue Awami a emporté 80 % des sièges au scrutin législatif du 5 janvier. La Première ministre sortante, Sheikh Hasina, reste en fonction. L'opposition menée par le Parti nationaliste du Bangladesh (BNP) allié aux islamistes, l'a boycotté et n'en reconnaît pas le résultat (le BNP a lui aussi pour figure de proue une femme, Khaleda Zia, ex-Première ministre). L'Union européenne, les États-Unis et le Commonwealth ont pris leur distance avec le régime en refusant d'envoyer des missions d'observation de la campagne électorale durant laquelle quelque 150 personnes ont été tuées. Les violences politiques ont marqué toute l'année 2013, avec probablement 500 morts, bilan annuel le plus élevé depuis l'indépendance. Traditionnellement au Bangladesh, un gouvernement « apolitique » de transition est formé pour préparer des élections. La Ligue Awami s'y est cette fois refusée, donnant l'occasion au BNP, dont nombre

de dirigeants sont en prison ou en fuite, d'appeler au boycott.

Crise institutionnelle

L'islam est religion d'État au Bangladesh, mais le régime n'en est pas moins largement laïc et la gauche « séculière » puissante. La montée des fondamentalismes religieux dans la région (hindouiste

obtenant soutien de l'Inde. Or, les principaux mouvements islamistes d'aujourd'hui ont servi de supplétifs à l'armée pakistanaise durant ce conflit sanglant où ils ont commis de nombreux crimes de guerre. Leur activisme présent et leur radicalisme fondamentaliste (notamment à l'encontre des femmes) ont provoqué une réac-

monde l'extrême précarité et le degré d'exploitation imposés aux ouvrières du textile. La mondialisation capitaliste, les accointances entre patrons locaux et donneurs d'ordre internationaux, la mise en concurrence des pays producteurs d'habillements ont provoqué une crise sociale explosive qui se manifeste au Bangladesh, au Cambodge, en Inde, au Pakistan... Une crise sociale qui frappe aussi de plein fouet la paysannerie.

Crise climatique

Le Bangladesh est peut-être le « grand » pays le plus touché par les conséquences du réchauffement atmosphérique. Il est déjà frappé par les cyclones meurtriers et des pluies diluviennes de mousson. Or, 10 % du territoire se trouve en dessous du niveau de la mer. Couvrant le delta du Gange et du Brahmapoutre, on estime que la moitié du territoire serait inondé si le niveau de la mer augmentait d'un mètre. Une grande partie de la population est menacée, le delta étant aussi la région la plus fertile où la densité humaine est très élevée. Face au chaos climatique, la population se trouve sans défense. Le pays va connaître un nombre croissant de « réfugiés internes » qui vont fragiliser encore un tissu social miné par les politiques néolibérales et les conflits sectaires. Les déplacements migratoires s'orientent aussi vers l'Inde, pays frontalier du Bangladesh où les courants xénophobes se renforcent. La crise bangladaise peut contribuer à déstabiliser plusieurs régions d'Asie du Sud.

Pierre Rousset

TEXTILE EN GRÈVE AU BANGLADESH



en Inde, bouddhiste au Sri Lanka, musulman au Pakistan...) se fait cependant aussi sentir dans le pays, remettant en cause les références laïques (secular) des institutions et rouvrant les blessures de la guerre de libération.

De 1947 à 1971, l'actuel Bangladesh constituait le Pakistan oriental, dominé par le Pakistan occidental. Il a gagné son indépendance à la suite d'une lutte armée,

exigeant que leurs dirigeants soient enfin jugés pour les crimes de 1971. En décembre dernier, l'un d'entre eux, proche du BNP, Abdul Kader Mollah, a été condamné à mort.

Crise sociale

L'effondrement du bâtiment industriel Rana Plaza en avril 2013, dans la banlieue de Dacca (environ 1200 morts) avait révélé aux yeux du

CAMBODGE

Convergence des mécontentements

Tandis que le Parti du peuple cambodgien au pouvoir célèbre le 35^e anniversaire de la libération du Cambodge du régime de Pol Pot, il est confronté à plusieurs mécontentements : la contestation des résultats des élections législatives, les grèves dans le secteur du textile et les paysans qui refusent la confiscation de leurs terres.

Le pouvoir a donc pris un tournant répressif, avec interdiction de manifester, usage d'armes automatiques, menace d'interdiction d'organisations ouvrières et licenciements de grévistes.

Contestation des élections...

Depuis six mois, les résultats des élections législatives sont contestés par l'opposition qui a appelé dans la rue à la démission du Premier ministre, Hun Sen. Ce dernier est un ancien khmer rouge qui a fait défection pour échapper aux purges et qui est revenu avec l'armée vietnamienne en 79. Les massacres par les khmers rouges ont fait au moins 1 800 000 morts, soit un quart de la population. L'opposition s'appuie sur la colère de la population contre la corruption et les nouveaux riches liés au pouvoir, sur la révolte des paysans expulsés de leurs terres, pour faire place à des projets agricoles ou immobiliers de sociétés privées. Si l'opposition réclame des droits face à un régime autoritaire, elle

utilise aussi les sentiments anti-vietnamiens de la population. De loin, il est difficile de connaître les parcours individuels dans la période du génocide, comme dans la période qui a suivi. Ainsi, le leader du Parti de la sauvegarde nationale du Cambodge (PSNC), Sam Rainsy, a lui-même été ministre des finances.

... et grèves massives

Déjà fin 2010, les travailleurs du textile avaient eu recours à une grève massive pour des augmentations de salaires. Le salaire minimum avait alors été réévalué de 10 % après cinq années sans augmentation. Aujourd'hui 108 euros sont réclamés par les ouvrierEs, soit son doublement. Les salaires ne suffisent pas à payer le logement, la nourriture et l'éducation des enfants. Des centaines de travailleuses se sont évanouies sur leur lieu de travail, avec des journées allant jusque 15 heures par jour et 6 jours par semaine, car elles ont dû réduire leur alimentation. Le secteur du textile emploie 615 000 travailleurs (à 80 % des



DR

femmes). Il représente un tiers du budget annuel du gouvernement. Une majorité d'entrepreneurs du textile seraient chinois, et auraient investi au Cambodge afin d'augmenter leurs profits. La concurrence est forte entre les pays d'Asie du Sud-Est, le textile représente une manne pour les gouvernements et les patrons utilisent le chantage aux délocalisations face à une classe ouvrière qui résiste. Les manifestations de l'opposition ont démarré depuis 6 mois, les

ouvrierEs ont démarré en novembre sur leurs propres revendications. Jusqu'à quel point les dirigeants politiques de l'opposition se sont adressés aux ouvrierEs ? Jusqu'à quel point les ouvrierEs ont repris les revendications de l'opposition ? Ce qui est sûr, alors que la mobilisation ne faiblissait pas, c'est que le gouvernement a pris peur lorsque des manifestantEs de l'opposition et des travailleurEs ont commencé à manifester ensemble.

Christine Schneider

BELGIQUE

Nouvelles perspectives



Interdiction des licenciements, droit au travail. PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

Le 25 mai prochain, les Belges voteront non seulement pour le Parlement européen mais aussi pour le Parlement fédéral et les Parlements régionaux. Il s'agit d'élections très importantes, dominées par le match entre le Parti socialiste francophone et la NVA flamande...

Face à la formation libéral-nationaliste de Bart De Wever, la social-démocratie prétend mener une politique du « moindre mal » pour sauver l'unité du pays et la sécurité sociale. En réalité, le gouvernement dirigé par Elio Di Rupo mène une politique néolibérale brutale pour faire peser sur le monde du travail le poids des 21 milliards engloutis après 2008 dans le sauvetage des banques.

Le programme de l'austérité
Depuis sa formation fin 2011, le gouvernement s'est notamment attaqué au régime des préretraites, il a bloqué les salaires pour plusieurs années et a argué de l'égalité des statuts entre employés et ouvriers pour imposer un grave recul à la majorité des travailleurs. Du fait des mesures contre l'assurance chômage, 55 000 sans-emploi (en grande majorité

des femmes) seront prochainement exclus du bénéfice des allocations. Face à une NVA hégémonique en Flandre, le PS donne le maximum de gages aux partis sociaux-chrétiens et libéraux de la droite traditionnelle flamande. Ceci se traduit notamment par son soutien sans faille à la stigmatisation/répression de la jeunesse (les sanctions administratives communales pour « incivilités » permettent aux municipalités d'infliger de lourdes amendes sous différents prétextes) et à une « politique d'asile » qui se distingue surtout par l'énergie avec laquelle elle piétine le droit à l'asile. Les directions des deux grands syndicats ont été incapables de développer une alternative à cette politique désastreuse. Elles ont certes protesté contre certaines mesures et organisé des journées d'action... mais sans plan, sans programme clair et

sans réelle volonté d'aboutir. En fin de compte, elles ont ainsi semé le désarroi et un dangereux sentiment d'impuissance, non seulement face au gouvernement mais aussi face aux patrons qui massacrent l'emploi.

Du nouveau dans la gauche radicale

Dans ce paysage peu réjouissant, deux éléments positifs sont toutefois à mentionner. Le premier est l'appel lancé par la régionale de Charleroi de la FGFB. Le 1^{er} mai 2012, par la voix de son secrétaire Daniel Piron, cette importante régionale du syndicat socialiste (102 000 affiliés) rompait publiquement avec le PS et appelait au rassemblement des forces dans la perspective d'une alternative politique anticapitaliste. Depuis lors, ces syndicalistes ont multiplié les initiatives (parfois en collaboration avec

la centrale nationale des employés de la CSC) et édité deux brochures remarquables, l'une pour expliquer leur démarche, l'autre pour proposer un plan d'urgence anticapitaliste. Le second élément est le début de percée électorale et médiatique du Parti du travail de Belgique (PTB). Lors des élections municipales et provinciales d'octobre 2012, le PTB a conquis plus de 50 sièges dans les principales agglomérations du pays, en Flandre, en Wallonie et à Bruxelles. Depuis lors, il est omniprésent dans les médias et enregistre une vague d'adhésions. Dans les circonscriptions d'Anvers et de Liège, le PTB approche le seuil des 5% qui lui permettrait d'envoyer des représentants au Parlement fédéral. Il peut sembler étrange qu'un parti connu jadis pour son maostalinisme outrancier et ses zig-zag politiques innombrables apparaisse comme l'alternative au social-libéralisme. C'est pourtant la réalité, de sorte que la gauche est confrontée au choix : soit s'appuyer sur le début de politisation de la gauche syndicale pour amener le PTB à accentuer son ouverture entamée en 2008... soit faire le jeu de la social-démocratie et de l'establishment en général, en considérant que pas d'élus de gauche vaut mieux qu'un élu PTB. Au terme d'un débat interne qui a duré près d'un an, la LCR a opté à la quasi-unanimité pour la première alternative. Le Parti communiste a fait de même. En voie de constitution autour de l'ex-député vert V. Decroly, la nouvelle formation Vega a opté pour l'autre stratégie. Les formes précises de la collaboration électorale autour du PTB seront rendues publiques prochainement. On pourra alors juger sur pièces si l'accord permet ou non de faire un pas en avant vers le nouveau parti de classe souhaité par des secteurs significatifs du mouvement syndical.

De Bruxelles, Correspondant

ARGENTINE

Coup de chaud!



DR

Les derniers mois ont été calamiteux pour le gouvernement de Cristina Kirchner. Après son revers électoral de novembre, il a subi d'autres secousses, dont les effets se feront sentir tout au long de 2014.

D'abord, la grève de la police qui a plongé le pays dans le chaos et débouché sur des pillages, comme en 1989 et en 2001. Ensuite, une vague de chaleur qui a fait sauter les systèmes électriques, laissant des millions de personnes sans lumière ni climatisation. Alors que le gouvernement et les prestataires privés se rejetaient la faute, la population désespérée occupait les rues et y brûlait des pneus. Pour apporter un démenti à tous ceux qui évoquaient sa « fin de règne », Cristina avait remplacé en novembre ses ministres les moins présentables... avant de poursuivre la même politique. Elle a ainsi versé 11 milliards de dollars aux entreprises privées responsables de la panne électrique, 5 milliards au pétrolier espagnol Repsol en compensation de la nationalisation des ses actifs en 2012, et s'est déclarée fière de la baisse des réserves de change à 30 milliards de dollars, comme conséquence du paiement des intérêts de la dette extérieure. Pendant ce temps, pour éviter que ces réserves ne continuent à diminuer, la vente de dollars au taux officiel (6,67 pesos) reste interdite, alors que le dollar parallèle s'échange à 10,83 pesos. Que se passera-t-il en mars, au retour de ceux qui peuvent (encore) partir en vacances ?

Vers la mobilisation

Selon des calculs non officiels, l'inflation a été en 2013 de 25% tandis que les aliments ont augmenté de 43%. Le plan du gouvernement était de négocier avec les supermarchés les prix de 200 articles de première nécessité, puis d'appeler à des négociations collectives des salaires. Mais les négociations avec les distributeurs n'avancent pas et celles sur les salaires s'annoncent problématiques. Le gouvernement veut limiter les augmentations à 18 ou 20%, alors que les gouvernements provinciaux ont relevé les salaires de leurs policiers de 40 à 60%, et qu'aucun syndicat n'accepte de discuter en dessous de 25%. Les enseignants ont déjà menacé de ne pas reprendre les classes à la rentrée de mars. Si tous les salariés du public obtenaient, comme ils l'exigent, des augmentations égales à celles de la police, de nombreuses provinces ne pourraient plus payer les salaires. On voit ainsi réapparaître le spectre des monnaies provinciales, mises en place durant la grande crise de 2000-2001. Même si beaucoup commencent à faire le parallèle avec 2001, la situation reste différente. À l'époque, le poids des défaites des années 1990 et la crainte du chômage avaient empêché que le mouvement ouvrier intervienne en tant que tel dans la semi-insurrection. Aujourd'hui, avec un taux de chômage à 7,2% et des négociations collectives en vue, seule une trahison des bureaucraties syndicales pourrait empêcher que les travailleurs se mobilisent. D'autant que le développement d'une nouvelle couche de syndicalistes d'avant-garde, ainsi que le poids croissant de l'extrême gauche, peuvent avoir des effets dynamisants. Voilà en tout cas qui renforce les responsabilités du FIT (Front de la gauche et des travailleurs) et des partis qui le composent.

Virginia de la Siega

ÉGYPTE L'alliance du sabre et du pognon

Les militaires, qui dirigent l'Égypte depuis le 3 juillet, ont organisé les 14 et 15 janvier un référendum constitutionnel. Le texte soumis au vote tourne le dos aux objectifs de la révolution basés sur la justice sociale, la liberté et la dignité humaine. Il vise à consolider le pouvoir sans partage de l'armée et des hommes d'affaires. Le texte ci-dessous est l'adaptation d'une déclaration publiée le 6 janvier par le Front Chemin de la révolution – Thuwar. Opposée à la fois aux militaires et au retour des Frères musulmans, cette coalition regroupe des forces de taille limitée, dont les Socialistes révolutionnaires.

La nouvelle Constitution cherche avant tout à consolider la position de l'armée comme État dans l'État. Celle-ci pourra notamment continuer à exercer des activités économiques qui emploient des centaines de milliers de travailleurs. Comme avant, aucun détail ne sera donné sur le budget de l'armée qui restera de son ressort exclusif. Le ministre de la Défense ne pourra être désigné qu'avec le consentement des généraux. L'armée continuera à pouvoir organiser des procès militaires contre des civils. Le ministère de l'Intérieur sera par ailleurs maintenu comme institution militaire. Les hommes d'affaires, qui ont soutenu les généraux avec leurs

journaux et chaînes satellitaires, sont payés en retour : ils pourront notamment participer à la privatisation des services publics tels que l'électricité, l'eau ou les transports (et notamment les chemins de fer). La nouvelle Constitution veut simultanément s'attaquer aux libertés syndicales, liquider les syndicats indépendants et réinstaurer une organisation syndicale unique à la solde du pouvoir. Rien n'est prévu pour juger ceux qui ont été coupables de corruption, de pillage ou d'assassinat politique. Aucune mesure n'est annoncée pour les travailleurs précaires, les paysans endettés et les habitants des cimetières et des bidonvilles. L'augmentation éventuelle des dépenses publiques de la santé

et de l'éducation a été reportée au budget 2016-2017. Voici quelques-unes des raisons pour lesquelles le Front Chemin de la Révolution – Thuwar a appelé à voter non au référendum des 14 et 15 janvier. Le Front revendique l'élection d'une Assemblée constituante pour élaborer une constitution chargée de réaliser les objectifs de la révolution. Une constitution de la révolution devra consacrer le pouvoir du peuple sur toutes les institutions, y compris l'armée dont le rôle doit se limiter à protéger et défendre les frontières. Cette constitution devra réaliser la répartition des richesses au bénéfice des millions d'Égyptiens pauvres. Le Front appelle les révolutionnaires

qui se sont laissé tromper par les mensonges du pouvoir à revoir leur position et à ouvrir les yeux sur la propagande du pouvoir concernant l'élargissement des marges des libertés dans le texte soumis au référendum. Il appelle à refuser de choisir entre deux pouvoirs tyranniques : celui des Frères musulmans et celui de l'armée. Les objectifs de la révolution ne seront pas réalisés par ceux qui assassinent les Égyptiens, les jettent en prison et les torturent. Même si, comme l'avaient fait avant eux les Frères musulmans, les militaires réussissent à faire passer la Constitution, celle-ci ne pourra pas davantage les protéger de la colère qui brûle sous les cendres.

Version intégrale disponible sur le site du NPA

La lutte pour l'emploi et contre les licenciements

EN QUESTION(S)



l'Anticapitaliste Continuons le débat!

Goodyear, SNCM, La Redoute, l'agro-alimentaire breton... sans parler des coupes sombres dans la fonction publique: conséquence de la crise et des politiques patronales et gouvernementales, le monde du travail paye un lourd tribut en matière de suppressions d'emplois,

de licenciements, de fermetures de sites. Comment résister? Quelles réponses apporter?

l'Anticapitaliste ouvre le débat en donnant carte blanche à des militants issus de la gauche sociale et politique. Totale liberté à eux, l'enjeu étant de nourrir la réflexion... et d'ouvrir la discussion.

Ces prochaines semaines, nous rendrons compte dans notre courrier des lecteurs des éventuelles réactions que ces tribunes pourront susciter (n'hésitez pas à écrire à redaction@npa2009.org). Car rappelez-vous, ce n'est qu'un début... continuons le débat!



Un enjeu politique central

Robert Pelletier est militant syndical et un des animateurs de la commission intervention sur les lieux de travail du NPA. **Philippe Poutou** est militant syndical dans l'industrie automobile et un des porte-parole du NPA.

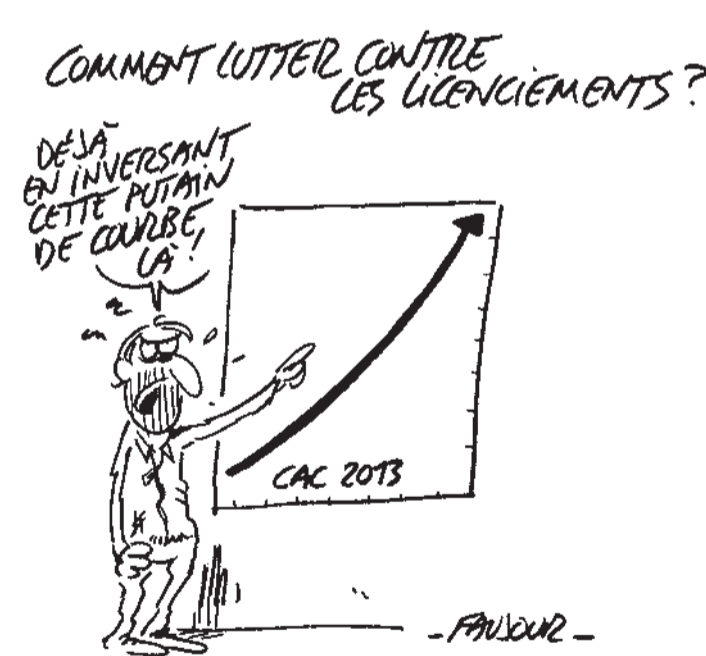
Le capitalisme, c'est la crise pour celles et ceux qui vivent de leur travail

Depuis le milieu des années 70, les restructurations d'entreprises et leurs conséquences, les fermetures d'entreprises et la suppression de dizaines de milliers d'emplois, constituent le quotidien de l'actualité sociale, de la réalité auxquelles est confronté le monde du travail. La pression permanente de la menace du chômage, de la précarité est un des éléments déterminant de la détérioration du rapport de forces au détriment des travailleurEs. La sauvegarde des profits, incluant une domestication de la classe ouvrière, est le fondement des stratégies patronales soutenues par les gouvernements qui se sont succédé.

Ces liquidations d'emplois ont toujours suscité résistances et mobilisations. C'est d'ailleurs dans la foulée des véritables révoltes contre la liquidation de la sidérurgie et du développement des mobilisations contre les fermetures de sites que la législation a évolué, avec l'invention par Soisson en 89 du plan social, devenu plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) dans la loi de modernisation sociale de 2002. Le tout masquant fort mal la réalité qui est celle de plans de licenciements. Mais dans le cadre du dialogue social, l'enjeu est d'associer les organisations syndicales au travers des institutions représentatives du personnel (IRP).

Des résistances qui se multiplient

Dès lors, les mobilisations vont se trouver écartelées entre la bataille syndicale classique (grèves, occupations, manifestations) et la bataille sur le terrain juridique et institutionnel. Des tiraillements qui vont jusqu'à des confrontations fortes entre équipes militantes dans une même entreprise et entre boîtes confrontées à des politiques patronales semblables. Malgré ces difficultés, les luttes contre les fermetures de sites et les licenciements se multiplient. En ces premiers mois de 2014, La Redoute, Goodyear, Mory Ducros, LFoundry, Fagor Brandt, SNCM, Chapitre, EADS, Alcatel, Fralib illustrent cette sinistre réalité sociale et politique. Certaines de ces luttes durent maintenant depuis plusieurs mois, voire des années, mettant en évidence la ténacité des salariéEs engagés dans une redoutable bataille pour la sauvegarde de leur seul moyen d'existence: un travail, un salaire. Sous cet aspect, comme bien d'autres, les promesses de Hollande et Montebourg ont fait long feu et la politique du gouvernement non seulement ne donne pas de moyens aux travailleurs pour combattre les politiques patronales, mais pire encore, la loi (bien mal nommée de sécurisation de l'emploi) réduit encore les possibilités de défense des salariéEs en affaiblissant les prérogatives des IRP et en réduisant à néant les possibilités de recours juridique des salariéEs.



Des chemins différents mais...

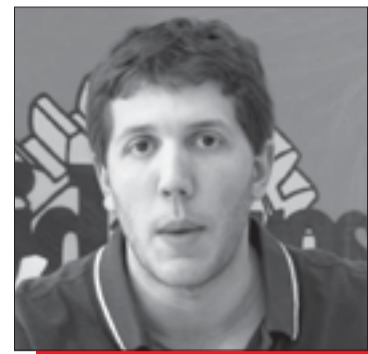
La riposte des salariéEs peut prendre des formes diverses. Si des succès, partiels, provisoires, ont été engrangés (SBFM, Fonderie du Poitou, M-Real, Ford, etc.), nous sommes convaincus que cela tient tout à la fois à la volonté des équipes militantes et aux choix des employeurs. Ces choix sont économiquement plus ou moins lisibles, mais résultent aussi parfois de choix politiques délibérés pour s'attaquer à des sites où la résistance ouvrière dérange depuis trop longtemps les politiques patronales (Lu Danone, PSA Aulnay, Fralib). De même ces luttes peuvent

s'organiser à partir de revendications différentes, plus encore de revendications qui évoluent en fonction du rapport de forces. Le point de départ de notre politique est le refus de tout licenciement, de toute suppression de poste. De tous les licenciements car les licenciements dans le cadre de PSE ne sont qu'une partie des suppressions d'emplois à côté de la mise au chômage des CDD, salariéEs à temps partiels, intérimaires, prestataires et le développement des ruptures conventionnelles. La remise en cause des diktats de patrons qui licencient suppose un rapport de forces à la hauteur de cet enjeu.

On a vu que la simple allusion à une nationalisation, limitée, provisoire, de l'aciérie de Florange a déclenché contre elle une véritable révolte patronale et politique. Pour nous, l'enjeu est la prise en main de l'outil de production par les travailleurs eux-mêmes car ceux qui produisent doivent être ceux qui décident de ce que l'on produit et comment, sous contrôle des usagers, de la population. Des productions qui répondent aux besoins démocratiquement exprimés, préservent la santé au travail entre autres par la réduction massive du temps de travail; des productions soumises aux impératifs de sauvegarde écologique.

... un seul objectif: la convergence

La mise en échec des politiques patronales, soutenues par les gouvernements, ne se fera que par la mobilisation de tous les salariéEs, concernéEs directement ou pas, par les fermetures et licenciements. Personne ne gagnera durablement seul dans sa boîte, dans son secteur, dans sa région. C'est donc à la construction de liens militants entre les entreprises, à la convergence des luttes, qu'il faut œuvrer. Le collectif autour des Licenci'elles, les rassemblements ou rencontres à Ford Blanquefort, Florange, sur les sites de PSA et de Fralib, au Mondial de l'automobile ont ouvert des pistes sur lesquelles il est urgent de s'engager de nouveau.



Les suppressions d'emplois poussent des centaines de milliers de personnes au chômage, qui culmine déjà à plus de 5 millions en France. Petites, moyennes ou grandes entreprises, chez les sous-traitants ou les donneurs d'ordre, tous les salariéEs sont touchéEs, dans l'industrie principalement mais aussi la chimie, le commerce, les transports...

Des luttes existent, les syndicats doivent les renforcer et les coordonner

Des travailleurs et travailleuses résistent, défendent leurs revendications et construisent par leurs luttes la société de demain. Il ne faut pas compter sur les médias aux mains des capitalistes pour nous en parler, sauf s'il s'agit d'inventer des « prises d'otages » à la moindre grève dans un service public ou lorsqu'une négociation dure un peu plus longtemps que les patrons l'avaient décidé! Ne devrions-nous pas prendre les moyens de mieux faire connaître ces luttes locales ou sectorielles qui nourrissent et préparent des actions plus fortes?

Dans chaque secteur professionnel, par-delà nos choix d'affiliation syndicale, nous



Cette contribution qui représente la vue de Lutte ouvrière a été lue en connaissance des contributeurs Solidaires. Nous ne pouvons donner notre point de vue sur les fermetures d'entreprises.

Les licenciements massifs et les fermetures d'entreprises ont marqué les 20 premiers mois de la présidence Hollande. Dans aucun cas, les travailleurs n'ont pu compter sur le gouvernement si ce n'est pour les lanterner. Rien que sur ce plan, le nouveau locataire de l'Élysée n'a rien changé sinon en pire. Aujourd'hui, la vie pour les travailleurs est plus dure sous Hollande que sous Sarkozy. Ce n'est pas un problème de personne



Puisque personne ne travaille à notre place, que personne ne décide à notre place!

Christian Mahieux est secrétaire national de l'Union syndicale Solidaires. **Julien Gonthier** est secrétaire national de l'Union Solidaires Industrie.

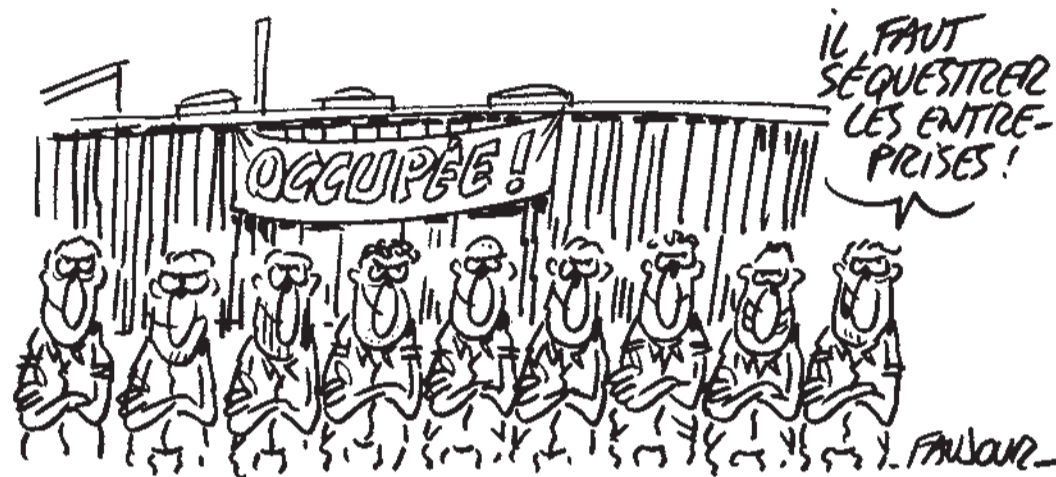
pourrions mettre en commun nos informations, nos moyens militants, pour que les salariéEs en lutte bénéficient de tout le soutien nécessaire, que leurs exemples soient connus de tous et toutes; et pour que l'outil des travailleurs et des travailleuses qu'est le syndicat soit mis à leur service, notamment en imposant une coordination nationale des actions, sous la responsabilité des assemblées générales de grévistes.

La démocratie et l'unité, pour les luttes et dans les luttes...

La pratique des assemblées générales n'est pas systématique, elle prend des formes diverses selon la taille des entreprises, les lieux de travail, etc. Mais pour Solidaires, il est primordial que les grévistes décident de leur grève! De même, la recherche de l'unité doit être systématique. Mais elle doit se faire pour renforcer nos capacités d'action, pas pour donner des gages à celles et ceux qui nous exploitent...

Faut-il compter sur le gouvernement et les patrons pour rompre avec le système qui nous exploite?

Depuis décembre, Solidaires a été exclue de l'intersyndicale



nationale pour avoir refusé de signer une déclaration qui laisse croire qu'il sera possible d'imposer nos revendications sans peser sur le rapport de forces. C'est la conception de la CFDT, la CFTC ou l'UNSA, mais pourquoi la CGT et la FSU ont-elles accepté qu'il ne soit rien mentionné en termes de construction d'actions, de manifestations ou de grèves, au minimum de soutien aux nombreuses équipes locales en lutte? «*CFDT, CFTC, CGT, FSU, UNSA demandent aux responsables économiques et politiques, au*

patronat et au gouvernement, de prendre la mesure des mécontentements qui taraudent la société et d'y apporter des réponses». Pour l'Union syndicale Solidaires, la solution ne viendra pas de celles et ceux qui organisent les injustices sociales actuelles!

Notre découragement renforce les patrons et aussi l'extrême droite

Trop de collectifs syndicaux se démoralisent face aux défaites sociales. Nous avons subi des échecs sur des dossiers importants; mais

il faut sans cesse avoir à l'esprit qu'avancées et reculs sont inhérents à la lutte des classes au sein du système capitaliste. Surtout, nous devons tirer les bilans de nos luttes, identifier nos faiblesses et agir pour les effacer. Le patronat et les institutions à son service (État, gouvernements, Banque mondiale ou européenne, Fonds monétaire international, etc.) ne nous font aucun cadeau et il est illusoire de compter sur leur «bonne volonté» pour améliorer le sort de la classe ouvrière. Nos intérêts sont opposés. Organisons-nous

en conséquence, renforçons les syndicats qui assument un affrontement central avec le pouvoir et le patronat! Ne pas le faire, c'est aussi laisser un boulevard à la propagande fasciste; prospérant sur la misère et les inégalités sociales, l'extrême droite veut récupérer la colère sociale pour la canaliser vers des solutions nationalistes, racistes, et profondément inégalitaires et anti-ouvrières même si une partie du Front national le dissimule aujourd'hui.

Le meilleur débouché politique pour les luttes, c'est qu'elles soient victorieuses!

Privatisation, nationalisation, socialisation, autogestion..., le droit de propriété doit être remis en question. Créer les conditions de nouveaux rapports de forces idéologiques et sociaux implique de se battre sur des orientations syndicales inversant la logique même du système d'exploitation capitaliste et faisant le lien avec la situation et les revendications quotidiennes: répartition des richesses, socialisation des moyens de production, transition écologique, inégalités femmes/hommes, processus de décision sur les choix économiques et sociaux...

Nous l'avions rappelé en 2012: au

lendemain des élections, l'existence de classes sociales aux intérêts opposés n'est pas abolie. Prise en charge des revendications immédiates, construction d'alternatives et rupture avec la société actuelle sont complémentaires. C'est ainsi que le syndicalisme redeviendra une force porteuse d'un projet de société!

Puisque personne ne travaille à notre place, que personne ne décide à notre place!

Les licenciements répondent à une logique économique, celle du patronat et des actionnaires qui veulent s'en mettre toujours plein les poches. La lutte contre les licenciements ne doit pas s'engager uniquement contre leur aspect boursier. La revendication d'un droit de veto des CE contre les licenciements économiques repose sur le constat de l'inefficacité des gouvernements à protéger les salariéEs. Ce droit nouveau n'est pas l'unique solution mais serait un élément non négligeable pour construire et développer le rapport de forces. Nous appelons les équipes syndicales à se mobiliser pour obtenir un droit de veto des CE, ainsi que la généralisation des CE pour les entreprises de moins de 50 salariéEs. Le 12 janvier 2014.



Contribution de Lutte ouvrière

Jean-Pierre Mercier est militant syndical dans l'industrie automobile et un des porte-parole de Lutte ouvrière.

présente le point de vue rédigé sans avoir les contributions du NPA et de nous donc répondre aux autres mais simplement sur les licenciements et les

ou d'étiquette politique. Devant l'aggravation de la crise économique, pour préserver ses profits, le patronat accentue son offensive contre la classe ouvrière. La seule solution pour stopper cette offensive patronale est une mobilisation générale, puissante, du monde du travail. Il faudra une réaction explosive, suffisamment profonde, pour inspirer au grand patronat la crainte de voir ses intérêts menacés. Dans l'ambiance générale où, depuis de nombreuses années,

le monde du travail n'a connu que des reculs, beaucoup de militants ouvriers sont démoralisés, désorientés, «n'y croient plus». Ne plus croire dans la capacité de la classe ouvrière à se défendre collectivement est une erreur profonde! Le recul de la conscience de classe est indéniable. Les partis de gauche et les directions des confédérations syndicales portent la lourde responsabilité de cette démoralisation et du recul de la combativité du monde du travail. Depuis 20 ans, 30 ans, la seule perspective de changement proposée aux travailleurs a été de «bien voter» pour mettre la gauche au gouvernement qui devait «changer la vie». C'était un mensonge et a eu pour conséquence de détourner les travailleurs de la lutte collective.

Et, bien plus grave, sous Mitterrand et même sous Jospin, les dirigeants syndicaux et les responsables politiques de la gauche ont poussé les militants ouvriers à défendre la politique

pro-patronale gouvernementale, à défendre l'indéfendable, sous prétexte de ne pas gêner le gouvernement ou de ne pas favoriser le retour de la droite.

Voilà ce qu'on paye aujourd'hui en termes de démoralisation, de dépolitisation et de recul de la conscience de classe. Voilà ce qui pèse lourdement dans l'ambiance générale.

Pour tous ceux qui veulent sincèrement défendre les intérêts de la classe ouvrière, il est nécessaire de comprendre d'où vient la démoralisation et qui en est responsable, ne serait-ce que pour ne pas recommencer ni avec Hollande ni même avec Mélenchon. Lors des dernières élections présidentielles, c'était le «Sarkozysme» ou «Sarkoland» qu'il fallait combattre. Donner comme objectif de «virer» Sarkozy, cette marionnette aux mains des actionnaires des grandes entreprises, c'était maintenir artificiellement les illusions dans Hollande: «il ne sera pas pire que Sarkozy».

On voit aujourd'hui le résultat! Dans la bataille contre les licenciements, même ceux qui prétendent s'opposer au gouvernement ne font que pousser les travailleurs sur le terrain du patronat en défendant une «bonne» politique industrielle. Pour les actionnaires, la bonne politique industrielle est celle qui leur rapporte du profit, avec ou sans licenciement. Mais défendre une «bonne» politique industrielle non seulement ne protège pas des plans de licenciements mais c'est amener les travailleurs à reprendre les raisonnements patronaux et à effriter un peu plus leur conscience de classe.

Demander à Hollande de «déboucher son oreille gauche» comme le font les responsables de gauche ou des centrales syndicales qui prétendent critiquer Hollande, c'est faire croire aux travailleurs que ce gouvernement peut changer et devenir leur allié. Au contraire, dans cette société de classes, les travailleurs trouveront dans

chaque gouvernement, quelle que soit sa composition, un serviteur zélé de la grande bourgeoisie et, par conséquent, un ennemi, un adversaire.

Il faut avant tout que les travailleurs reprennent confiance dans leur propre force, dans leur capacité à lutter collectivement car, crise ou pas crise, le patronat a toujours besoin des travailleurs. En l'absence de mobilisation générale, les travailleurs qui se battent contre les licenciements font ce qu'ils peuvent pour se défendre. Quand ils en ont l'énergie, ils se battent pour s'en sortir le moins mal possible, en fonction du rapport de forces, et bien souvent, malheureusement, ils subissent. Le débat sur le «chèque valise» devient honteux quand il est mené par des dirigeants confédéraux ou politiques qui ne cherchent qu'à cacher leurs responsabilités dans le recul de la conscience de classe. Tous les militants ouvriers doivent commencer par faire confiance dans leur propre classe sociale

et défendre une perspective de combat. L'exemple récent de la grève de PSA Aulnay montre que, lorsque les travailleurs se battent, non seulement ils retrouvent confiance en eux-mêmes mais ils contribuent à redonner le moral à de nombreux militants ouvriers et à des travailleurs.

Les travailleurs ne pourront se protéger du chômage qu'en imposant au patronat l'interdiction de licencier, quel que soit le prétexte et de lui imposer la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire. Les travailleurs ne pourront l'imposer que par leurs luttes collectives.

Aujourd'hui, il est vital de défendre et de populariser un programme de lutte pour les travailleurs basé sur le terrain de la lutte des classes tout en disant la vérité, en dénonçant les faux amis des travailleurs. Car tôt ou tard, les travailleurs relèveront la tête, reprendront le chemin des luttes et rendront les coups. Le 7 janvier 2014.

DASSAULT

Le Far West au sud de Paris...

Racket, fraude électorale, règlements de comptes sanglants, tentative d'homicide... À Corbeil-Essonnes (91), il ne s'agit pas de petits bandits protégés par des politiques de deuxième zone. Ici, au centre d'un système visiblement mafieux se trouve Serge Dassault, cinquième fortune de France (13 milliards d'euros).

Dassault : sénateur, ami des ministres... et protégé au plus haut niveau par le bureau du Sénat qui vient de voter contre la levée de son immunité parlementaire ! Maire de la ville de 1995 à 2009, il a été obligé de céder sa place à son bras droit, Jean-Pierre Bechter, lorsque le Conseil d'État a invalidé l'élection de 2008 pour achat de voix... Mais la corruption continue.

Pour acheter la paix dans certains quartiers ainsi que des voix lors des élections, Dassault aurait arrosé une série de jeunes pour 1,7 million d'euros. Cette somme aurait transité par un certain Younès B. qui n'aurait pas fait suivre tout l'argent. Pas contents, deux jeunes se plaignent auprès de Dassault et dans un enregistrement tourné clandestinement et remis à *Mediapart*, on entend Dassault leur confirmer la somme donnée et que si Younès n'a pas tout réparti, «*Démerdez-vous avec lui!*» Finalement, c'est Younès qui se «*démerdera*» avec eux trois mois plus tard en leur tirant dessus, blessant l'un d'entre eux de trois balles. D'après les écoutes téléphoniques de la police, Younès aurait ensuite été conseillé par la mairie dans sa fuite en Algérie, avant d'être rattrapé, une des multiples histoires incroyables de cette affaire...

Justice à deux vitesses

Le maire Bechter a déjà été mis en garde à vue et entendu dans cette affaire. Les juges auraient souhaité également entendre Dassault. Cela n'a pas été possible, car en juillet 2013 le bureau du Sénat a rejeté une première fois la levée de son immunité parlementaire.

Il vient de nouveau de se prononcer contre dans un vote à bulletin secret. Les sénateurs de gauche (PCF, PS, EELV et PRG) ont la majorité dans ce bureau. Tous affirment avoir voté pour, mais il y en a au moins un qui ment. Pourquoi ? Une histoire de renvoi d'ascenseur ? Une menace ? Une promesse de subvention, de contrat pour leur ville ? Ont-ils simplement été achetés ? Quelqu'un qui le connaît bien a affirmé récemment que Dassault a grandi avec l'idée que, comme son père Marcel, il pouvait acheter tout et tout le monde mais qu'il commençait à perdre pied avec la réalité. Combien de temps encore avant que la colère explose et fasse non seulement que ce type perde pied mais qu'il coule complètement et tout le système pourri qu'il symbolise avec ?

Ross Harrold

LA DÉFENSE (92)

Un « rouge » à la tête du centre d'affaires ?

Wall Street et la City ont-ils lieu de s'en réjouir ou de s'inquiéter ? La Défense, leur principal concurrent en Europe continentale, est tombé entre les mains des « rouges »...

Non sans arrière-pensées, car un candidat PS leur aurait plu davantage, les 6 représentants des ministères au conseil d'administration de l'Epadesa, l'organisme qui gère le centre d'affaires, ont joint leurs voix à celles des 4 élus de gauche pour porter à sa présidence le maire de Nanterre, Patrick Jarry, ancien membre du PCF, candidat à sa réélection à la mairie sous l'étiquette Gauche citoyenne.

Déjà postulant en 2009, il avait été battu par la maire UMP de Puteaux qui s'était présentée à la place de Jean Sarkozy, qui avait dû retirer sa candidature au vu du tollé provoqué, y compris dans son camp, par cette évidente manifestation de népotisme.

Consensus

Dans le cadre du renouveau de la Défense voulu par Sarkozy, l'Epadesa reconstruit l'Epadesa

initial (créé en 1958 par De Gaulle), d'où Nanterre avait été retirée en 2000 par Jospin et Gayssot pour constituer l'Epadesa (Établissement public d'aménagement Seine Arche) que le PCF puis la Gauche citoyenne ont loyalement géré sans dédaigner les partenariats public-privé... De toute façon, le gros du pouvoir sera exercé par le directeur-général, l'ancien préfet sarkozyste de la région PACA

Hugues Parant. Patrick Jarry a déjà obtenu précédemment que la Défense ne s'étende pas sur Nanterre, défend la dissolution de l'Epadesa, et souhaite qu'il y ait davantage de logements entre les tours de bureaux. Il est par ailleurs pour 2 ans président de la communauté d'agglomération du Mont-Valérien, qui unit dans le consensus Nanterre et les villes UMP de Rueil et Suresnes. Il ne devrait donc pas y avoir des soviets partout dans les sièges sociaux des banques, de Total et d'Areva mais, à défaut, une liste NPA aux municipales à Nanterre !

Le comité NPA de Nanterre-ville

HOLLANDE

La continuité sans fard

Les débats vont bon train sur le prétendu tournant social-libéral de François Hollande, selon la formule que reprend dans son titre l'éditorial de l'Humanité Dimanche. Un tournant, vraiment ?

Il faut ne pas avoir été très lucide sur les 20 premiers mois du gouvernement Hollande-Ayrault pour voir dans les annonces des vœux présidentiels, puis dans sa conférence de presse de mardi, un tournant.

«*Une accélération*» a dit le ministre du Travail Sapin, nous dirons une escalade dans la continuité des attaques contre les travailleurs et la population. S'il y a tournant c'est au sens où il n'est plus possible à Hollande de continuer le jeu des faux-semblants ou de la méthode Coué sur l'inversion de la courbe du chômage.

Gauche droite ?

«*Nous devons faire des économies partout où ce sera possible. C'est vrai pour l'État, pour les collectivités locales... et pour la Sécurité sociale, qui doit en terminer avec les excès et les abus*», le fond n'est pas nouveau. La forme, contre les «*excès*» et les «*abus*», en accompagnement du «*pacte de responsabilité*» auquel Hollande a invité les patrons, l'est un peu plus, surtout quand cela est suivi de l'encouragement aux ministres à gouverner par décret et ordonnance.

Pierre Gattaz s'en est aussitôt réjoui, se déclarant «*prêt à jouer le jeu*» en rappelant sa proposition formulée mi-novembre d'«*un pacte de confiance, signé par plus de 80 fédérations professionnelles et 120 Medef territoriaux*». C'est aussi la copie conforme de ce que propose l'UMP, qui n'a pu qu'approuver l'annonce de Hollande. Woerth s'est ainsi félicité : «*C'est notre politique ! Cela correspond au programme de Nicolas Sarkozy.*» Chiche ont-ils dit, sauf Copé qui fait toujours semblant de croire qu'Hollande est de gauche !

Et c'est bien sûr dans la même optique que François Hollande est allé à Toulouse pour vanter son projet sur la simplification de la vie des entreprises, qui viserait

1 à 2 milliards d'économies d'ici à deux ans. Des économies dont certaines seraient réalisées par la suppression d'une partie des 150 taxes pesant sur les entreprises.

L'ami de patrons, notre adversaire

Hollande est bien dans la continuité de l'ANI, de la course à la compétitivité par la baisse du coût du travail. Il

L'argument du «*donnant-donnant*» est un mensonge éhonté, un marché de dupes : «*moins de charges sur le travail, moins de contraintes sur les activités*» en contrepartie de «*plus d'embauches et plus de dialogue social*». Qui peut encore y croire ? Hollande justifie cette brusque accélération de son offensive contre les salariés en invoquant le fait que «*la crise s'est révélée plus longue*

d'accentuer les attaques contre les salariés et, en conséquence, il ne peut plus manier un bluff auquel plus personne ne croit. Il est contraint de dire plus crûment les choses.

Comment alors est-il encore possible de voir des syndicats comme la CFDT soutenir le pacte ? Comment est-il possible que les autres syndicats restent passifs et attentistes, comme s'ils n'avaient pas d'autre politique



s'agit maintenant d'exonérer à terme le patronat du paiement de sa part des cotisations famille et maladie de la protection sociale. C'est bien une partie du salaire qui serait ainsi offert aux patrons, un nouveau cadeau de 37,7 milliards d'euros pris sur les salaires. Gattaz en demande encore plus, un allègement des contributions patronales de 100 milliards d'euros, une ponction sur le salaire différé qui serait compensé par l'impôt ou par une hausse de TVA que paieront les salariés.

et plus profonde que nous l'avions nous-mêmes prévu ». Mais la crise ne tombe pas du ciel, elle est la logique de la politique des gouvernements qui se sont succédé et de leurs amis les patrons, l'oligarchie financière. Cette nouvelle escalade ne fera que l'aggraver.

Se regrouper pour affronter ce gouvernement

D'une certaine façon, c'est vrai qu'Hollande et son gouvernement n'ont pas d'autre choix que

à opposer à celle des patrons et de Hollande ? Comment continuer à prôner un changement de cap comme le fait le Front de gauche ? Ce tournant dans la continuité de Hollande est une nouvelle démonstration de la nécessité de regrouper toutes les forces, les équipes militantes qui ont conscience qu'il n'y a pas d'autre issue que l'affrontement pour imposer nos exigences, mettre fin à l'austérité et à la course à la compétitivité, c'est à dire au profit.

Yvan Lemaître

SYNDICALISME

Stratégie(s) perdante(s)

Le 6 janvier, la CGT, la CFDT, la FSU et l'UNSA se sont réunies pour adopter, conformément à ce qu'elles avaient décidé le 25 novembre 2013, des revendications communes. Mais ces dernières sont divisées sur le nouveau « pacte de responsabilité » de Hollande, rendant ainsi difficile de futures mobilisations unitaires à la hauteur de l'attaque annoncée.

Le 25 novembre dernier, à l'initiative de la CGT et de la CFDT, une intersyndicale nationale réunissant six organisations syndicales (CGT, CFDT, UNSA, CFTC, FSU et Solidaires) s'est réunie alors que cela faisait plus de deux ans qu'il n'y avait pas eu d'intersyndicale aussi large (et pourtant

les attaques n'ont pas manqué...). Suite à cette première réunion, une déclaration commune a vu le jour engageant les organisations signataires à travailler ensemble sur différents sujets (emploi, justice fiscale, pouvoir d'achat, services publics) pour voir si il était possible de porter

BRÉTIGNY (91) L'éclisse qui cache la forêt

Six mois après l'accident mortel en gare de Brétigny-sur-Orge, le bureau d'enquête sur les accidents de transport terrestre (BEA-TT) a rendu son rapport le 10 janvier 2014. Si les premières conclusions établies par l'enquête interne de la SNCF se limitaient à une description du déraillement, le rapport du BEA-TT pointe des lacunes dans les procédures établies par la SNCF.

Le rapport rappelle que le « schéma de maintenance a été respecté » et écarte définitivement la possibilité que l'accident soit la conséquence de la faute individuelle d'un agent. Par contre, le rapport remet en cause les procédures de surveillance établies par la SNCF. Celles-ci consistent notamment en des tournées de surveillance visuelle, où les agents doivent identifier visuellement les anomalies sur les appareils de voie (éclisse, aiguilles...). Elles sont pointées comme insuffisantes par le BEA-TT, notamment parce que les anomalies concernant la boulonnerie font l'objet d'une attention moins importante que d'autres, jugées plus critiques.

Le rapport « invite dès maintenant la SNCF à s'interroger sur l'efficacité globale du processus de surveillance de la voie et de ses appareils », et recommande d'« améliorer la maîtrise des assemblages boulonnés des appareils de voie, mieux détecter et corriger les défaillances de la

boulonnerie et adapter davantage leur planning de maintenance à la sollicitation de l'installation ».

Réduire les coûts et les postes ou augmenter la sécurité?

Cependant, le rapport du BEA-TT ne s'intéresse pas aux causes plus profondes des problèmes de maintenance. En dix ans, la SNCF a supprimé plus de 27 000 postes, dont plus de 7 000 à l'entretien des voies. Cette hémorragie a des conséquences très concrètes sur l'entretien du réseau et donc sur la sécurité des circulations. Les effectifs de certaines brigades d'entretien des voies ont été divisés par deux, les zones que chaque brigade doit surveiller se sont agrandies, passant dans certains cas de 20 à 50 kilomètres de voies. Cette réduction du nombre de postes entraîne un appel systématique à la sous-traitance auprès d'entreprises privées (ou de filiales de droit privé de la SNCF). Cette politique a des conséquences visibles et connues : ainsi, 10 % du



Gare de Brétigny le 12 juillet 2013, après le déraillement d'un train qui a fait 7 morts et 32 blessés. DR

réseau ferré national est aujourd'hui soumis à des limitations de vitesses dues à l'état de vétusté des voies... L'accident de Brétigny est le résultat d'une politique de réduction des coûts et de suppressions de postes. La future réforme du ferroviaire qui prétend réunifier RFF et la SNCF ne fera qu'aggraver la situation actuelle. Car derrière la propagande patronale, elle vise en réalité à approfondir la séparation de la SNCF, et préconise d'ores et déjà de réduire la dette du ferroviaire par

l'augmentation de la productivité, c'est-à-dire encore plus de travail par encore moins de cheminots. Il y a donc deux choix possibles : continuer sur cette voie destructrice, ou réintégrer RFF dans la SNCF et aller vers un monopole public, dans l'intérêt des usagers et des cheminots. Les dizaines de milliers de cheminots qui ont fait grève le 12 décembre dernier (30 % de grévistes globalement, 50 % à l'exécution) sont déterminés à se battre dans ce sens !

Romain Soria et Gabriel Lafleur

PMA Un pas de plus vers l'enterrement

Ministre déléguée à la Famille, Dominique Bertinotti a annoncé début janvier que l'ouverture de la PMA (Procréation médicalement assistée) pour les lesbiennes ne figurera pas dans le projet de loi « famille ». Cela n'a rien de bien étonnant : le flou était entretenu depuis un moment sur les échéances...

Encore un recul du gouvernement ! Alors que Ayrault et Hollande insistaient pour attendre et suivre l'avis du CCNE (Comité consultatif national d'éthique) qui s'est auto-saisi sur la question, le gouvernement tient à finir la loi « famille » avant les municipales. La stratégie électorale est flagrante : le gouvernement temporise pour ne pas se mettre à dos les réactionnaires de tous horizons.

Une remise en cause du modèle hétéro-patriarcal

Poser l'ouverture de la PMA à toutes les femmes comme un problème « éthique » a un sens idéologique. En effet, puisqu'elle est autorisée pour les couples hétérosexuels, il est clair que le fait que toutes les femmes (lesbiennes, célibataires...)

puissent avoir des enfants sans homme mettrait fortement en cause le modèle hétéro-patriarcal. Il apparaît aussi que si les couples homosexuels sont tolérés, les homosexuels restent donc des citoyens de seconde classe. En effet, malgré la demande des associations LGBT (la loi concernant le mariage étant insuffisante), la ministre a refusé d'améliorer la situation des familles homosexuelles, montrant qu'elle est avant tout la ministre... des familles hétérosexuelles.

Reconstruire la mobilisation

Le CCNE n'est pas connu pour ses positions progressistes, et s'il donnait un avis négatif, Hollande a de toute façon insisté pour le suivre, alors qu'il n'est pourtant que consultatif. Comme si cela ne suffisait pas, Hollande a promis aux

représentants des institutions religieuses de les consulter concernant la PMA. Or ces dernières ont violemment fait preuve de leur conception patriarcale et homophobe de la famille. Le gouvernement montre ainsi son camp et va donc trahir sa promesse, comme il a déjà trahi sa promesse de faciliter le changement d'état civil des trans.

Il est donc nécessaire de reconstruire une mobilisation pour imposer un véritable rapport de forces, déjà nécessaire pour gagner la loi sur le mariage pour tous. Le rassemblement appelé le lundi 6 janvier par différents collectifs et associations comme FièrEs, Oui oui oui, Gouine comme un camion et Barbi(e)turix est un début, il faut continuer !

Anastasia Tiarava et Manue Mallet

DOVILLE (50) Vent de colère dans le bocage

Unis contre un projet de centrale d'enrobage au bitume sur le mont de Doville, en Basse-Normandie, quatre cents habitantEs ont manifesté sur le site dimanche 29 décembre.

Filiale du groupe Bouygues, Colas pensait avoir saisi la bonne aubaine. Pour concurrencer Eurovia en situation de quasi-monopole pour la construction des routes dans le département de la Manche, l'entreprise souhaitait installer une centrale d'enrobage au bitume dans sa carrière du mont de Doville. Quatre cents habitantEs ont dénoncé le projet, en manifestant dans la lande, au sommet du mont. Un exploit au regard des 550 habitants que comptent les deux communes les plus proches, Doville et Saint-Nicolas-de-Pierrepont. En cause, la trop grande proximité de la carrière avec la réserve naturelle nationale de la Sangsurrière. Sa tourbière abrite une concentration exceptionnelle d'espèces rares ou protégées. En quelques mois, défenseurs de l'environnement, chasseurs et simples habitants ont structuré l'opposition.



DR

Pour le profit de quelques-uns

Une association, Monts et Marais¹, a été lancée pour exprimer les préoccupations des habitantEs. Ses responsables rappellent que les créations d'emplois, moins de deux postes, devraient rester anecdotiques, sans compter les failles du dossier : étude d'impact expéditive, absence d'étude d'incidence Natura 2000, pourtant obligatoire, et blackout sur la composition des fumées rejetées. Une situation qui rappelle que l'emblématique bataille de Notre-Dame-des-Landes n'est que la partie émergée de l'iceberg des luttes contre les projets inutiles. Leurs similitudes sont à même de favoriser les connexions entre ces luttes qui s'étendent sur tout le territoire (ferme des mille vaches, ZAD contre le grand stade à Lyon, etc.), s'appuyant sur la prise de conscience de la relation entre la destruction de l'environnement et les intérêts minoritaires capitalistes.

Correspondant

1-www.facebook.com/pages/Monts-et-Marais/143211448034128

des revendications communes. Une déclaration non signée par Solidaires puisqu'aucun débat n'était possible sur les questions de mobilisations. Pire, la CFTC, avec l'aval des cinq autres organisations, a fait retirer du texte initial une phrase qui disait « la responsabilité des syndicats est de mobiliser les salariés »...

Des revendications communes, mais pour faire quoi ?

Suite à plusieurs réunions, les cinq organisations syndicales indiquent début décembre que « cette démarche de confrontation des analyses vise à parvenir à des propositions communes sur l'emploi, le pouvoir d'achat et les politiques salariales, la fiscalité et le financement public, les services publics et enfin le plan d'investissement

européen proposé par la Confédération européenne des syndicats (CES) ».

Au final, seules la CGT, la CFDT, la FSU et l'UNSA se sont mises d'accord sur des revendications communes en matière d'emploi, de pouvoir d'achat et de fiscalité qui seront détaillées dans une déclaration dans les jours qui viennent. La CFTC ne sera pas signataire du texte car pour eux « il y a des divergences entre organisations syndicales », notamment sur la politique familiale. Mais on peut se demander à quoi va servir ce « programme commun syndical », puisque dès le départ (texte du 25 novembre), les directions des organisations syndicales se sont limitées à un appel « aux responsables économiques et politiques », et non à un appel pour construire la confrontation, à des mobilisations larges contre ce gouvernement.

Divisions face au « pacte de responsabilité »

Dans le même temps, et au risque de brouiller encore plus leur message, les mêmes se retrouvent divisés face au « pacte de responsabilité » proposé par Hollande lors de ses vœux télévisuels. Les directions sont incapables de proposer une réaction unitaire à la hauteur de cette énième future attaque. Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, se déclare hostile à un « *mano a mano* entre le gouvernement et le patronat ». Il veut que les syndicats soient associés aux négociations... à la proposition claire et nette de Hollande de baisse du coût du travail. Il veut des « *contreparties d'abord en direction des salariés sur la qualité des emplois proposés, la baisse de la précarité, sur l'embauche des jeunes, le type de contrat* » ainsi que sur les

salaires et l'investissement. L'UNSA a plus ou moins la même position. Seules la CGT et FO ont fortement critiqué ce « pacte de responsabilité ». Thierry Lepaon jugeant même que Hollande avait « répondu point par point au programme revendicatif du Medef »... et appelant seul à une manifestation le 6 février prochain.

Il faut être clair : la baisse du coût du travail n'est pas négociable. Pour être à la hauteur, il est nécessaire de préparer la mobilisation la plus unitaire et large possible, en n'ayant pas peur de se confronter réellement à ce gouvernement. L'absence de stratégie de lutte des directions syndicales pèse aujourd'hui lourdement sur la situation, mais pesera également demain sur l'avenir du syndicalisme.

Sandra Demarcq



Thierry Lepaon et Laurent Berger. DR



Les comités en action!

Évry (91) Soirée en soutien à Ibrahima
La rencontre publique organisée par le comité de soutien à Ibrahima le 10 janvier, quatre jours avant le procès de ses agresseurs, a rassemblé plus de 120 personnes. Un moment de fierté collective pour les participantEs qui ont ainsi pu exprimer qu'ils n'acceptaient pas l'intolérable. Ibrahima a ouvert le débat en témoignant du choc, et pas seulement physique, qu'a été l'agression. Ramon, le président du comité de soutien, a développé, à travers un exposé riche, les racines du racisme et son utilisation par les classes dirigeantes, le danger dans le contexte actuel, de l'extrême droite et la banalisation de sa propagande.



Ont suivi les témoignages poignants de plusieurs personnes qui avaient été victimes d'agressions ou d'insultes racistes et dont certaines n'avaient pas porté plainte. Des proches et des amis d'Ibrahima sont intervenus, de manière émouvante, pour dire quel combattant de toujours il a été, contre l'injustice et tout ce qui divise les exploités, le racisme, le machisme...

À cette occasion, certains souvenirs communs de leur village au Sénégal ont provoqué des interventions chaleureuses d'Ibrahima, souvenirs communs aussi datant des foyers d'Arpajon ou de Chilly-Mazarin. De l'émotion, du plaisir aussi autour du buffet et grâce à la participation de musiciens et de chanteurs qui ont animé la fin de la soirée.

Un moment de lutte collective dont l'étape suivante sera le procès mardi 14 janvier. D'ores et déjà, une bonne quarantaine de camarades se sont inscrits pour descendre à Bergerac soutenir Ibrahima dans sa confrontation avec ses agresseurs.

Campagne financière

Vers les 10 000 dons

Le NPA a récolté pour l'instant 340 000 euros, pour un objectif d'un million. Ce montant provient de 1900 dons. Nous estimons que pour récolter le montant souhaité, il faudra une dizaine de milliers de dons.



Nous sommes donc devant une contradiction : le résultat provisoire de la souscription n'est pas ridicule, c'est même la meilleure souscription depuis la création du NPA. Mais les chiffres sont en même temps très faibles, en particulier si l'on regarde le nombre de donateurs : 1900 personnes, c'est bien moins que le nombre de militants du NPA. C'est évidemment encore plus faible si on le compare aux 400 000 personnes

qui ont voté pour Philippe Poutou à la présidentielle, sans parler du million et demi de voix récoltées par Olivier Besancenot en 2007.

Ces chiffres donnent une idée du nombre de personnes à qui nous nous adressons maintenant, après la première phase de la souscription. Si nous parvenons à l'objectif, tout à fait raisonnable, que dix mille sympathisantEs offrent un don moyen de 80 euros (actuellement, le don moyen est de 180 euros, comme quoi ceux qui soutiennent le NPA sont prêts à donner beaucoup!), nous atteindrions notre objectif!

Se donner les moyens de défendre notre politique

Hélas, actuellement, les 340 000 euros sont trop faibles par rapport aux enjeux : la participation aux élections européennes et la construction des luttes actuelles. Lorsqu'on compare la souscription à la recherche des signatures des maires pour Philippe Poutou, la différence saute aux yeux : il s'agissait alors de la capacité du NPA à survivre... et il fallait donc faire l'effort d'aller voir des personnes qui nous étaient parfois hostiles politiquement. Aujourd'hui, la situation est différente mais l'enjeu n'est pas moins important : il est bien plus facile de demander une contribution à

unE sympathisantE que par exemple une signature à un maire de droite! La semaine écoulée nous donne une idée du désastre politique auquel nous sommes confrontés : après les annonces de Hollande contre la Sécu et la guerre en Centrafrique, l'actualité est hélas dominée, après les jeux démagogiques et racistes de Valls et Dieudonné, par les affaires sentimentales de Hollande!

Et pour celles et ceux qui pouvaient avoir l'illusion que la solution viendrait du Front de gauche, les courbettes du PCF au PS pour les municipales, comme les déclarations du PG favorables à la guerre en Centrafrique, montre que s'il y a un endroit où de l'argent peut être investi utilement, c'est chez les anticapitalistes!

Il n'y a plus à hésiter : nous devons maintenant montrer qu'il n'y a pas d'action, dans les luttes comme dans les élections, sans moyens pour la financer. Dans nos réunions publiques, nos diffusions de tracts, les rencontres militantes, arrêtons de nous excuser et proposons à tous ceux qui soutiennent les idées anticapitalistes et révolutionnaires de rendre palpable ce soutien par un don, petit ou gros.

Pour plus d'informations,

pour nous aider :

<http://npa2009.org/souscription>

RENCONTRE NATIONALE DES SALARIÉS

La pêche!

Organisée par le NPA, la rencontre nationale des salariéEs du public et du privé qui s'est déroulée les 11 et 12 janvier a été un succès, réunissant plus de 180 militantEs et sympathisantEs.

De nombreux militantEs dans les entreprises publiques ou privées se posent le problème de résister à l'offensive gouvernementale et patronale, de construire des perspectives pour renforcer et développer les luttes engagées, et œuvrer à la reconstruction d'un mouvement ouvrier lutte de classe. Pendant deux jours, militantEs et sympathisantEs venuEs de toutes les régions ont donc discuté autour de trois débats généraux et au sein de nombreuses commissions... et bien entendu à bâtons rompus durant les temps de pause.

Les mauvais coups

Un premier débat général « intervenir dans les entreprises » visait à échanger sur nos analyses des évolutions du monde du travail qui aboutissent aux situations et aux difficultés que nous rencontrons chacunE sur nos lieux de travail. Quelles sont les causes de la dégradation du rapport de forces entre le patronat et le mouvement ouvrier? Comment les offensives patronales depuis plus de 30 ans ont-elles réorganisé le monde

du travail? Comment les politiques gouvernementales, des gouvernements de « gauche » comme de droite mettant en musique ces attaques, ont-elles fait exploser les repères droite / gauche? Comment combattre la dépolitisation et plus grave encore l'imprégnation des idées de l'extrême droite? Enfin, parce qu'il n'y a pas que des obstacles, quels points d'appui avons-nous pour dépasser enfin les clivages qui ont verrouillé le débat démocratique dans un mouvement ouvrier longtemps dominé par le stalinisme et par les bureaucraties syndicales? Comment se mobiliser, avec les salariéEs qui ne veulent plus subir les politiques d'austérité?

Construire les ripostes

Les réponses à ces questions ont été débattues, à partir des expériences pratiques, dans les commissions : quelles sont les conséquences de la mise en place des accords de compétitivité sur les conditions de travail? Comment faire face à la répression et aux discriminations contre les syndicalistes? Quelle est la réalité de la montée des idées d'extrême

droite dans les entreprises et comment y résister? Quelle est la situation des femmes dans le monde du travail, quels combats féministes? Comment défendre la protection sociale et son financement? Quelles sont les limites de l'utilisation du juridique, comment les révolutionnaires peuvent-ils intervenir dans les institutions représentatives du personnel? Comment se positionner face à la montée du protectionnisme et de l'idée de « défense de l'entreprise » au nom de la crise?

Pour le NPA, les réponses se déclinent dans l'intervention politique et la construction des organisations syndicales. Nous avons donc débattu des moyens nécessaires pour défendre dans les entreprises nos réponses à la crise économique, politique et écologique du système : tract politique, bulletin d'entreprise ou de branche d'activité, réunions politiques... La discussion a ensuite porté sur l'état des organisations syndicales en crise du fait des reculs du mouvement ouvrier mais aussi de la responsabilité des directions. L'intégration des directions syndicales et la bureaucratisation



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MILO

est un élément d'affaiblissement de la combativité des salariéEs, mais le refus de cette logique et la réaction ouvrent des possibilités pour avancer nos perspectives d'auto-organisation.

Prêts pour les luttes, maintenant!

Samedi soir, avant de se réunir autour d'un apéro, Philippe Poutou a rappelé les luttes en cours et les problèmes qu'elle posent : les luttes contre les licenciements en Bretagne où le NPA cherche à aider à la constitution d'un « pôle ouvrier », la radicalité de luttes comme celle des Goodyear qui bien qu'ayant épuisé les recours juridiques continue de résister à un patronat aussi radical... Comment construire les convergences syndicales et politiques pour imposer des mesures pratiques d'interdictions

des licenciements? C'est d'autant plus indispensable qu'il s'agit de redonner des perspectives politiques pour construire une opposition, comme l'a rappelé Christine Poupin dans son intervention, contre le Pacte de responsabilité que Hollande propose au Medef, et dont Bernard Hess de la commission santé sécu social a détaillé les conséquences sur la protection sociale.

Après la rencontre nationale des comités du NPA de décembre, cette réunion, la première depuis 2009, confirme la vitalité et les besoins d'échanges des équipes militantes. C'est une étape de (re)construction de nos interventions, de mises en commun des pratiques militantes, incluant des débats assis sur ces pratiques.

Cathy Billard

Littérature

Pour les étrennes, penser à Diderot...

C'est avec quelque retard que l'Anticapitaliste célèbre le 300^e anniversaire de la naissance de Denis Diderot, le 5 octobre 1713. Il vécut jusqu'en 1784 participant pleinement au combat des philosophes des Lumières qui mirent au monde et popularisèrent les idées qui trouvèrent leur aboutissement dans la révolution de 1789.

Il furent de véritables militants d'un parti aux contours certes non délimités et aux multiples tendances, mais qui participait d'un bouleversement économique, social, intellectuel qui révolutionna la société et vit l'ascension de la bourgeoisie. Diderot fut un des co-rédacteurs de l'*Encyclopédie*, « un tableau général des efforts de l'esprit humain », œuvre collective qui met en valeur « l'enchaînement des idées ». Bataillant contre l'Église et l'absolutisme, il a connu les cachots. « *Telle est la valeur historique de Diderot : participer aux Lumières, exprimer le point de vue le plus radical de la bourgeoisie, qui était alors la classe la plus révolutionnaire, commencer à exprimer le caractère sensible de la matière* » écrit Lénine.

Diderot est un matérialiste original pour son siècle. La matière est mouvement et sensibilité, nos perceptions sont à l'origine de nos connaissances. Contre l'idéalisme et la religion il ouvre ainsi la voie au matérialisme le plus moderne, évolutionniste, dialectique. « *Dans cet univers, tout est en translation [...] Tout est dans un repos relatif en un vaisseau battu par la tempête. Rien n'y est en un repos absolu...* ». Il se considère comme un acteur dans la vie sociale : « *Hâtons-nous de rendre la philosophie populaire!* »



Denis Diderot par Louis-Michel van Loo 1767. DR

Actualité de la critique sociale
Un des aspects les plus avancés de sa critique sociale, parfois laissé de côté, est la critique de l'hypocrisie des mœurs, de la morale dominante, du mariage. Il l'expose à travers la fiction de la rencontre et du dialogue entre un prêtre et une jeune femme puis un vieillard Tahitiens racontée

dans le *Supplément au Voyage de Bougainville*. « *La jalousie ? Passion d'un animal indigent et avare qui craint de manquer ; sentiment injuste de l'homme : conséquence de nos fausses mœurs et d'un droit de propriété étendu sur un objet pensant, sentant, voulant et libre.* » *La Religieuse*, roman publié après sa mort, s'inscrit dans cette critique

et fait toujours scandale, au point que le premier film qui en fut tiré avait été interdit en 1967, De Gaulle étant alors au pouvoir.

Comme Voltaire, Diderot espérait pouvoir faire passer ses idées en influençant les despotes éclairés qui se piquaient de philosophie, de science ou de musique. Il trouva ainsi refuge auprès de l'impératrice Catherine II de Russie, la plus despotique des souverains d'Europe. Contradiction d'un siècle où pointait une bourgeoisie encore soumise à la tutelle de l'absolutisme, avant que les classes populaires ne prennent les affaires en main... À la question : « *Quel est votre prosateur préféré ?* », Marx avait répondu : « *Diderot* ». Pourquoi ne pas aller voir nous-mêmes ? *Le Neveu de Rameau*, *Jacques le Fataliste*, *Le Rêve de d'Alembert*, *Supplément au Voyage de Bougainville*, *la Religieuse*, *Lettres à Sophie Volland*, autant de moments pleins de vie, d'ironie, de liberté, d'idées, ces idées que Diderot appelait « *mes catins* ».

Sans aucun doute, Diderot, chaînon essentiel dans le développement du matérialisme, nous aide à nous réapproprier un matérialisme militant vivant, loin des caricatures qui ont transformé la dialectique des luttes de classes en une vision manichéenne du monde...
Yvan Lemaitre

Cinéma: Le Loup de Wall Street, de Martin Scorsese avec Leonardo DiCaprio, Jonah Hill et Margot Robbie. Sortie le mercredi 25 décembre



Scorsese s'est inspiré paraît-il d'une histoire vraie pour nous raconter l'ascension et la chute d'un trader. Après avoir été licencié, celui-ci monte une boîte de courtage et s'enrichit en arnaquant les petits épargnants d'abord, les gros ensuite.

Tout est dit dans les premières séquences, les meilleures, quand Matthew McConaughey, époustouffant trader confirmé, explique à DiCaprio, stagiaire, que « *tout ça, c'est virtuel. À Wall Street, on ne fabrique rien, ça ne devient réel que quand on empoche les commissions pour s'acheter des Porsche* ». Une véritable leçon d'économie marxiste que complétera Dujardin, impayable en banquier suisse. Malheureusement, la suite n'est pas toujours à la hauteur. Scorsese en fait beaucoup trop avec d'interminables et répétitives scènes d'orgie. Sans doute entend-il traiter au second degré le sexisme ordurier qui règne dans ce milieu de parasites, mais cet étalage devient vite pénible.

Face à cette meute de beaux perpétuellement shootés à la coke et aux amphétamines, qui étalent autant de mépris pour les femmes que pour leurs clients dupés, on finirait par trouver sympathique l'incorruptible agent du FBI qui met les pieds dans le plat. En oubliant tout de même qu'il est au service de la société qui secrète ce genre d'industrie et de ceux qui en bénéficient, à condition qu'ils ne commettent pas de bavures trop visibles, comme ce loup de Wall Street incapable de s'arrêter à temps.

Gérard Delteil

Webdocumentaire: Alberomio – mon arbre, de Tania Tervonen et Charlotte Planche



Famille: C'est quoi la normalité? Quel meilleur antidote à toutes les horreurs qui ont pu être racontées par les opposants au « mariage pour tous » que ce webdocumentaire¹. Brune, Pablo et Pierrot ont entre 23 et 32 ans et ont été

élevés par deux mamans sans s'être jamais trop posé de questions. Arrive le débat qui a accompagné le projet de loi et les voilà soudain sous le feu des projecteurs. Après avoir été interviewés, « auditionnés » même à l'Assemblée nationale (voir les séquences très intéressantes?), commence à germer alors dans leur tête l'idée d'un documentaire qui puisse explorer toutes les questions que ce débat a soulevées. Ils vont interroger des membres de leur famille et des amis, mais aussi des intellectuels comme Christine Delphy et Pierre Tévanian, ainsi que des politiques comme Najat Vallaud-Belkacem, sur les notions d'orientation sexuelle, de genre, de famille, des origines, de discrimination... Le documentaire est composé de 26 séquences de deux à six minutes. Nombreuses et nombreux sont ceux et celles (dont l'auteur de ces lignes) qui ont commencé par en regarder une ou deux et qui, dans la foulée, ont fini par les regarder toutes, tellement les unes sont plus stimulantes et sympathiques que les autres. Alors n'hésitez pas à y jeter un coup d'œil et à le faire tourner sur vos réseaux.

Ross Harrold

1 - www.alberomio.com

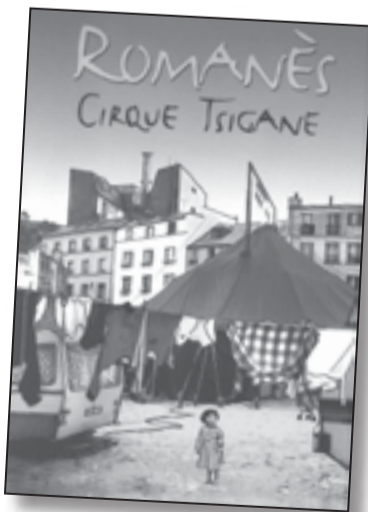
2 - www.youtube.com/watch?v=I7INyZLjyJw

Spectacles

Cirque: « Voleurs de poules! »

Comme une insulte balancée en pleine tête, tout le monde sait de qui on parle, des gitans bien sûr, appelés aussi indifféremment tziganes ou Roms. Pourtant c'est le nom qu'a choisi de donner à son dernier spectacle le cirque tzigane Romanès.

Faisant ainsi fi de tous les préjugés, le cirque fait un vrai pied de nez à la politique du gouvernement menée par Valls contre les Roms. Sous un petit chapiteau installé porte de Champerret, la famille Romanès vous accueille : Délia, la femme d'Alexandre Romanès, le chef de famille, est à la caisse, leurs filles répètent ou font leurs assouplissements devant les spectateurs qui s'installent sur les gradins. Les huit musiciens se placent autour de la piste: trompette, violons, accordéon, contrebasse, saxophone, guitares, et à côté d'eux, assis sur des chaises, toute la famille est là. La lumière s'éteint. La fête commence! La musique entraînante accompagne tous les numéros, on se croirait plongé dans un film de Kusturica. Bien sûr, comme dans tout bon cirque, il y a des équilibristes, des acrobates,



des jongleurs, des dresseurs... mais ici le fil est tendu à 50 cm au-dessus du sol, l'animal dressé est un chien qui n'obéit pas à son maître... Les artistes brillants ne cherchent pas la performance, ils nous offrent des numéros plein de poésie, d'humour, de grâce, de générosité. Alexandre Romanès invente un autre cirque,

loin des numéros à sensation des gros cirques traditionnels. Il veut nous faire partager sa culture, la richesse du peuple gitan. Il joue sur les clichés et les rumeurs qui l'entourent. C'est un message politique qu'il délivre, humaniste et anticapitaliste. Chez Romanès, il n'y a pas d'entracte pour vous vendre des cornets de glace et autres friandises. Avant qu'on se quitte, il présente ses trois livres de poésie, ainsi que l'album de chants de Délia. Il vous invite ensuite à partager des beignets faits par sa belle-mère. Difficile de quitter le chapiteau, on a envie de continuer à faire la fête, de rester avec eux!
Béatrice Walylo
Jusqu'au 23 février, 42 Bd de Reims 75017 Paris. Réservations au 01 40 09 24 20.

Théâtre: Bienvenue dans l'angle Alpha

D'après Capitalisme, désir et servitude. Marx et Spinoza, de Frédéric Lordon. Adaptation et mise en scène de Judith Bernard.

Frédéric Lordon a écrit une pièce de théâtre sur la crise financière, mais mettre en scène sa problématique de l'aliénation n'est pas une mince affaire. La compagnie Ada a mené avec succès cette entreprise avec une grande économie de moyens. Faisant appel à Spinoza, Lordon cherche à comprendre les ressorts de la domination du capital dans l'entreprise et les comportements, tant des maîtres (le patronat) que des salariés. Mais tous les désirs du salarié n'épousent pas ceux de l'entreprise. Représenté graphiquement, ce décalage forme un angle: l'angle Alpha. Ce décalage correspond aussi à une capacité de résistance à l'ordre capitaliste et porte la possibilité d'une rupture avec celui-ci.



Frédéric Lordon apporte son éclairage à la question de l'aliénation; ce n'est pas dans le cadre de cet article que l'on peut discuter de sa vision du capitalisme et de l'œuvre de Marx. Mais on sera d'accord avec le fait qu'une société communiste (la « récommune » dans son vocabulaire) devrait compter avec les désirs et les passions.

Henri Wilno

Jusqu'au 26 février, Théâtre de Ménilmontant 15 rue du Retrait Paris 20^e. Réservations au 01 46 36 98 60.

